

RAPPORT ANNUEL 2016-2017



40 ans de solidarité et de luttes

03	Mot du conseil d'administration
04	Une année d'actions
06	Éducation du public
20	Solidarité en action
32	Vie associative
33	Travail en réseau
34	Communications
36	États financiers
38	Équipe 2016-2017
39	Partenaires

Rédaction et révision :
Carla Christina Ayala, Rocío Barba, Roselyne Gagnon, Marie-Eve Marleau, Éva Mascolo-Fortin, Amelia Orellana

Conception graphique :
Roselyne Gagnon

Comité pour les droits humains
en Amérique latine, juin 2017

www.cdhal.org

Le CDHAL : mission et valeurs

Mission

Le Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL) est une organisation de solidarité qui travaille à la défense et à la promotion des droits humains en réciprocité avec les mouvements sociaux et les communautés d'Amérique latine dans la lutte en faveur d'une justice sociale, environnementale, économique et culturelle.

Vision et valeurs

Pour le CDHAL, la défense et la promotion des droits humains se manifestent par des actions collectives dans l'espace public et auprès des décideurs. Alors que l'atteinte aux droits humains dépasse les frontières, le CDHAL intègre une dimension interculturelle dans son travail qu'il réalise selon une conception internationaliste du monde. Le CDHAL adhère à la vision des peuples autochtones qui considèrent que la Terre n'est pas une marchandise.

La mission du CDHAL est orientée par des valeurs de :

- dignité humaine et autonomie
- égalité et équité
- engagement et résilience

Action

La mission du CDHAL vise à :

- appuyer les communautés, groupes de base et défenseur-e-s des droits humains d'Amérique latine tout comme du Québec, et échanger sur des expériences plurielles et des valeurs communes;
- sensibiliser, mobiliser et susciter l'engagement de la population québécoise.

MOT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Chers et chères membres, partenaires et sympathisant-e-s du CDHAL,

C'est avec toujours autant de détermination à défendre et à promouvoir les droits humains en Amérique latine que le CDHAL a entamé en 2017 sa cinquième décennie d'existence. La précédente s'est terminée par plusieurs activités dans le cadre de la campagne « 40 ans de luttes pour la défense des droits humains en Amérique latine et au Québec », qui a permis de démontrer le rôle essentiel et la pertinence du CDHAL dans la lutte en faveur d'une justice sociale, environnementale, économique et culturelle.

Durant l'été 2016, le CDHAL a participé activement au comité autogéré « Extractivisme, accords de libre-échange et pouvoir des transnationales » du Forum social mondial (FSM) de Montréal, a réalisé l'exposition itinérante « Portraits de solidarités : les Amériques en lutte », ainsi que la campagne « Luttes pour la défense des territoires : résistances et solidarités féministes face à l'extractivisme ». Celle-ci s'est poursuivie au cours de l'automne par plusieurs événements publics avec des femmes de communautés autochtones d'ici et d'ailleurs qui luttent pour la défense de leur territoire.

Fort de ses quarante ans d'existence, le CDHAL se positionne plus que jamais comme une organisation « apprenante » tant par l'évolution de ses perspectives d'analyse, notamment en ce qui a trait aux impacts genrés des mégaprojets minéro-énergétiques, ou par la mise en place de communautés d'apprentissage qui permettent d'approfondir des sujets qui sont au centre de sa mission.

Vous constaterez à la lecture du rapport d'activités 2016-2017 que même dans un contexte de ressources financières limitées mais gérées de façon rigoureuse et grâce à une recherche constante de nouvelles sources de financement, le CDHAL a encore cette année concilié des projets d'envergure, des activités permanentes et des événements ponctuels qui lui permettent de réaliser sa mission. Bien sûr, cela n'aurait pas été possible sans l'apport d'une équipe motivée et compétente, de ses militant-e-s et de ses collaboratrices et collaborateurs qui travaillent continuellement pour faire du CDHAL non seulement un milieu de travail mais également de vie sociale stimulant où les valeurs de solidarité et de justice font partie du quotidien. C'est donc en pleine maturité et rempli de vitalité, que le CDHAL amorcera en 2017-2018 la réalisation d'un nouveau plan d'action élaboré collectivement en février 2017.

Longue vie au CDHAL !

UNE ANNÉE D'ACTIONS

2016

Juin

Assemblée générale annuelle 2016

Panel public « Perspectives de résistances : les Amériques face aux accords de libre-échange »

Août

Vernissage de l'exposition « Portraits de solidarités : les Amériques en lutte »

Conversation de café « Néocolonialisme, extractivisme, violences et criminalisation des luttes sociales »

Septembre

Commémoration « À deux ans des événements d'Ayotzinapa »

Octobre

Projection-discussion du documentaire « Corazón del Cielo, Corazón de la Tierra »

Novembre

Exposition « Portraits de solidarité : les Amériques en lutte » dans le cadre des Journées québécoises de solidarité internationale (JQSI)

Panel-projection vidéo « Territoires violentés. Femmes en lutte »

Décembre

Soirée festive « Célébrez avec nous 40 ans de luttes et de solidarité » et lancement de la revue Caminando (volume 31) et de la plateforme virtuelle « Portraits de solidarités : les Amériques en lutte »

2017

Février

Planification collective du plan d'actions du CDHAL

Mars

Vigile de commémoration de l'assassinat de Berta Cáceres

Visite d'une délégation de défenseur-e-s des droits humains et environnementaux d'Amérique centrale

Avril

Panel-projection vidéo « Warriors, femmes guerrières : luttes pour les territoires »

Mai

Action publique « Trudeau : Passez de la parole aux actes, justice minière maintenant! » dans le cadre du mois d'actions pour la justice minière en mai 2017

ÉDUCATION DU PUBLIC

CAMPAGNE « LUTTES POUR LA DÉFENSE DES TERRITOIRES : RÉSISTANCES ET SOLIDARITÉS FÉMINISTES FACE À L'EXTRACTIVISME »

Partout dans les Amériques et ailleurs dans le monde, les femmes sont au cœur des luttes pour la défense de la vie et des territoires. Dans plusieurs pays, ces luttes sont marquées par la répression et la criminalisation des femmes autochtones qui se lèvent pour défendre leurs territoires. L'assassinat en mars 2016 au Honduras de Berta Cáceres, militante féministe et écologiste du peuple lenca, rappelle les menaces auxquelles font face les femmes, notamment les femmes autochtones, qui dénoncent les impacts des mégaprojets extractifs. Ceux-ci ont, entre autres, des impacts spécifiques liés au genre, dont l'augmentation de la précarité socioéconomique des femmes et l'exacerbation des situations de violence, aggravées chez les femmes autochtones et femmes racisées par les inégalités structurelles déjà existantes.

Le projet « Lutes pour la défense des territoires : résistances et solidarités féministes face à l'extractivisme » s'est voulu une démarche de sensibilisation et d'éducation du public permettant de rendre visible les impacts générés des mégaprojets minéro-énergétiques et les luttes, en particulier celles des femmes pour la défense de leurs territoires. Les objectifs

spécifiques du projet ont été de : renforcer les stratégies d'actions communes entre les milieux autochtones, féministes, écologistes et de solidarité internationale, et sensibiliser et engager le public pour dénoncer ces impacts.

Ce projet a été réalisé collectivement par le CDHAL, le Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC), Femmes autochtones du Québec (FAQ), la Fédération des femmes du Québec (FFQ), Femmes de diverses origines (FDO), Projet Accompagnement Québec-Guatemala, le Centre for Gender Advocacy et d'autres partenaires. Ce projet s'inscrit dans la continuité des actions du Tribunal permanent des peuples (TPP) sur l'industrie minière canadienne en 2014, de la Marche mondiale des femmes en 2015 sous le thème « Libérons nos corps, notre Terre et nos territoires » et de la tournée Des-Terres-Minées en 2016 visant à mettre de l'avant des luttes féministes et anticoloniales menées au Québec contre les projets extractifs.

Outre la sensibilisation et l'engagement du public, ce projet a permis de mobiliser des femmes et contribuer aux espaces d'échanges, en

construisant des liens entre les différentes réalités et luttes pour la défense des territoires au Québec et en Amérique latine. Le travail a été orienté vers le développement et la diffusion des outils d'éducation réalisés au cours des projets précédents afin d'atteindre un plus grand nombre de personnes, et de chercher d'autres espaces où être présent-e-s afin de visibiliser les luttes et réalités de femmes qui se battent contre l'extractivisme.

Un comité de coordination, né dans le cadre du projet Des-Terres-Minées, composé des organisations partenaires, s'est réuni régulièrement pour cheminer vers la tenue d'une rencontre internationale, prévue au printemps 2018, de femmes autochtones et allochtones actives au Québec, au Canada et à l'international dans la défense des territoires. Les rencontres et le travail collaboratif ont permis d'approfondir une analyse intersectorielle du thème, à la lumière des interrelations entre les enjeux féministes, autochtones, écologistes et pour la justice sociale.

Événements publics

Atelier « Lutttes pour la défense des territoires : résistances et solidarités féministes face à l'extractivisme », dans le cadre du Forum social mondial (FSM), 10 août 2016 à Montréal

Cet atelier a donné la parole à des militantes, autochtones et allochtones, venant d'Amérique latine, des Philippines, et du Québec, qui se lèvent pour défendre leurs territoires contre des projets extractifs dans des contextes marqués par la colonisation, l'exploitation des ressources naturelles, la répression politique et la militarisation. Il a également permis de faire des liens et de construire des solidarités entre femmes en résistance, contre le pouvoir des transnationales, la complicité voire la répression des États pour soutenir des systèmes capitalistes, colonialistes et patriarcaux. Plus de 80 personnes étaient présentes lors de cet événement. Les panélistes étaient Bertha Zúñiga Cáceres, militante



Atelier lors du FSM 2016

du Conseil civique des organisations populaires et autochtones du Honduras (COPINH), Diana Potes, militante du CDHAL résidant en Colombie, Patricia Amat y Leon, déléguée du Réseau latino-américain des femmes pour la transformation de l'économie du Pérou, Denise Jourdain et Jeannette Pilot de la nation Innue de Uashat Mak Mani-Utenam et Shannon Chief, de la nation Anishinabe.

Les panélistes ont aussi contribué à divers espaces de convergence du FSM et avec d'autres alliées du CDHAL, nous avons pu approfondir des discussions et des stratégies en vue de renforcer nos liens entre les différents mouvements sociaux et la nécessité de tenir une rencontre internationale sur la question des résistances des femmes autochtones et allochtones face à l'extractivisme.

L'appui de L'Entraide missionnaire, Développement et Paix, Greenpeace, Oxfam-Québec, Conseil de bande de Uashat-Malietenam et Forum social des peuples a permis de couvrir les frais de transport et de séjour des invitées, ainsi que de l'atelier.



Panel « Territoires violentés. Femmes en lutte », 29 novembre 2016 au Centre interculturel l'Auditoire de Radio Centre-Ville

À l'occasion des Journées internationales pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, ce panel a permis d'aborder les luttes et résistances des femmes face à l'extractivisme et de réfléchir sur la violence faite aux femmes à partir de leur vision du territoire. Devant un public de plus de 80 personnes, cette activité a permis de diffuser les trois premières capsules vidéo qui ont été réalisées dans le cadre du projet Des-Terres-Minées. Les panélistes étaient Viviane Michel (Femmes autochtones du Québec - FAQ), Isabel Caicedo Polanco (Organisation Féminine Populaire - OFP, Colombie) et Tess Tesalona (Femmes de diverses origines - FDO).

L'équipe du CDHAL a également participé à la tournée d'Isabel Caicedo, organisée par Kairos, avec une programmation d'activités à Montréal du 26 au 29 novembre 2016.

- Prise de parole à une manifestation dans le cadre de la Journée internationale pour l'élimination de la violence faite aux femmes, organisée par Femmes de diverses origines (26 novembre 2016)
- Rencontre avec le Mouvement contre le viol et l'inceste (28 novembre 2016)
- Présentation lors de la projection du documentaire « Il n'y a pas eu de temps pour la tristesse », organisée en collaboration avec le Comité UQAM-Amérique latine (28 novembre 2016)
- Entrevue à l'émission *Periferias* de Radio Centre-Ville (28 novembre 2016)

Panel « Territoires violentés. Femmes en lutte », 29 novembre 2016

Panel-projection « Warriors, femmes guerrières : luttes pour les territoires », 8 avril 2017, à La Chaufferie de l'UQAM

Cet événement public a été la clôture du projet Des-Terres-Minées et a réuni environ 150 personnes. Nous avons compté avec la participation de Suzanne Patles, femme Mi'kmaq qui a été arrêtée et incarcérée lors de la lutte contre l'exploration du gaz de schiste par « SWN Resources Canada » à Ełsipogtog au Nouveau-Brunswick, Jeannette Pilot, femme Inue de Uashat Mak Mani-Utenam qui se bat depuis des années contre Hydro-Québec, Shannon Chief de la Nation Algonquine du Bassin-Versant de la Rivière des Outaouais (NABRO) qui lutte contre les coupes forestières massives pour protéger le territoire ancestral, et Roxann Karonhiarokwas Whitebean de Kahnawake, cinéaste indépendante, qui a présenté un extrait de son court-métrage « Legend of the Storm ». L'animation a été prise en charge par Viviane Michel, présidente de FAQ. Cet événement a été organisé par le PASC, en collaboration avec d'autres groupes dont le GRIP-UQAM, l'Alliance MAMO, Ni Québec-Ni Canada, Anarchives, le Cercle des Premières nations de l'UQAM, ainsi que tous les groupes organisateurs du projet Des-Terres-Minées, soit le CDHAL, FDO, FAQ et la FFQ.

Capsules vidéo

Le projet Des-Terres-Minées a permis de recueillir des témoignages et de documenter les réalités de plusieurs communautés au Québec face aux entreprises extractives. Dix-neuf capsules vidéo, réalisées par le Projet Accompagnement Solidarité Colombie, abordent, à partir des voix de femmes, les thèmes du territoire, des impacts genrés et des résistances menées face à l'exploitation des territoires. Le CDHAL a pu appuyer la réalisation

des capsules vidéo grâce au financement de la Fondation Solstice. Des membres de l'équipe ont participé à une formation sur la réalisation et le montage vidéo. Les capsules sont diffusées sur le site Internet du projet : desterresminees.pasc.ca, et elles ont été présentées lors d'événements publics, ateliers et conférences.

Ateliers et conférences

Le CDHAL a été invité à plusieurs reprises à participer à des cours et des conférences dans des universités, soit des espaces privilégiés pour la sensibilisation, l'engagement du public et la mobilisation. Nous avons participé, entre autres, à des cours au Certificat en études féministes de l'UQAM, au Certificat en coopération internationale de l'Université de Montréal (UdeM), au Programme court en éducation relation à l'environnement de l'UQAM, au panel « Solidarités contre l'agression du développement » à l'Université de Concordia et à la Conférence « Femmes et violences en Amérique latine » organisée par le groupe d'Amnistie Internationale de l'UdeM. Nous avons également été invitées à participer dans une conférence devant 250 étudiant-e-s au Cégep de Sherbrooke sur les enjeux miniers au Québec et en Amérique latine. Dans toutes ces occasions, les impacts de l'extractivisme sur les femmes et leurs luttes et résistances ont été mis de l'avant.

Mobilisations et rassemblements

Les rencontres du comité de coordination et la co-organisation d'événements publics ont permis de renforcer les liens entre les partenaires du projet, notamment à travers l'appui à la mobilisation et à la diffusion des activités, ainsi que la participation à des manifestations et rassemblements autour de dates clés.

Vigile « Un an plus tard, Berta vit. La lutte du Copinh se poursuit », 2 mars, devant le consulat hondurien à Montréal

En réponse à l'appel du COPINH d'organiser des actions pour commémorer l'héritage de Berta Cáceres, le CDHAL a organisé un rassemblement le 2 mars 2017, un an après son terrible assassinat, devant le consulat du Honduras à Montréal pour rappeler à l'État hondurien que nous n'oublions pas Berta, sa pensée, sa lutte et que nous continuons à exiger justice.

Grâce à la collaboration de Cinéma sous les étoiles et Makila.tv., le documentaire « Berta vive » de Katia Lara a été projeté pendant la vigile et la murale de l'artiste Fanny Aisha, réalisée dans le cadre du FSM, a été montée dans la rue. Lorena Capnal du *Red de Sanadoras Ancestrales del Feminismo Comunitario de Iximulew-Guatemala*, membre de l'Alliance contre la criminalisation des défenseur-e-s des droits humains au Guatemala, invitée de la tournée « Ceci n'est pas un crime » du PAQG, a animé une cérémonie en la mémoire de la vie de Berta Cáceres. Felix Molina, journaliste

« Le 2 mars 2016, notre sœur Berta Cáceres a été assassinée. Les coupables ont cru que, de cette façon, ils allaient en finir non seulement avec une leader reconnue dans toute l'Amérique latine et dans le reste du monde, mais aussi détruire une idée, une lutte, un projet politique; détruire l'organisation dont elle a été à la fois la fondatrice et la fille, le COPINH (Conseil civique des organisations populaires et autochtones du Honduras). Un an après ce crime qui voulait nous priver de sa clarté et son leadership, nous, les peuples du monde qui reconnaissons son héritage, sommes présents, en marche sur ses traces; nous confrontons le système capitaliste, patriarcal, colonial et raciste imposé à nos peuples. Nous continuons et continuerons à confronter les projets de mort des transnationales et de l'impérialisme dans tous les coins de la planète. En mars, nous nous souvenons non seulement de la douleur de ce crime horrible, nous célébrons la vie : celle de Berta qui est née un 4 mars; et celle du COPINH qui le 27 mars aura 24 ans d'existence. Pour toutes ces raisons, nous appelons à multiplier chaque année en mars les actions de protestation, de résistance, de lutte, de solidarité... »

– Extrait de la déclaration du COPINH pour la convocation de la Journée « Berta vit. La lutte du COPINH se poursuit »

hondurien, Amelia Moreno de Femmes de diverses origines et Denise Gagnon de la FTQ ont également pris la parole afin de rendre hommage à la lutte de Berta et du COPINH.

Le CDHAL, à travers ce projet, a appuyé et participé à des manifestations et événements, avec les partenaires du projet.

- 11^e Marche en mémoire des femmes autochtones assassinées et disparues (4 octobre 2016)

- 4 à 6 féministe anti-colonial : territoires et luttes extractives, PASC (25 novembre 2016)
- Journée en hommage aux femmes autochtones disparues et assassinées (14 février 2017)
- Conférence « Célébrerons la résistance des femmes », FDO (5 mars 2017)
- Contingent du CDHAL à la manifestation dans le cadre de la Journée internationale des femmes, FDO (8 mars 2017)
- Conférence : Criminalisation des défenseur-e-s des droits humains, PAQG (9 mars 2017)
- Co-organisation de la conférence « De l'Afrique aux Amériques : les femmes luttent pour leurs droits », Comité québécois Femmes et développement (CQFD) (10 mars 2017)

Ce projet a été rendu possible grâce à l'appui financier du Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) par l'entremise du Fonds pour l'éducation et l'engagement du public à la solidarité internationale (FEEPSI), délégué à l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), ainsi que par l'entremise du programme Québec sans frontières (volet stage OCI); et grâce à l'appui financier de la Fondation Solstice et du programme de subvention salariale d'Emploi Québec.





CAMPAGNE « 40 ANS DE LUTTES POUR LA DÉFENSE DES DROITS HUMAINS EN AMÉRIQUE LATINE ET AU QUÉBEC »

Mise en place à l'occasion du 40^e anniversaire du CDHAL, la campagne « 40 ans de luttes pour la défense des droits humains en Amérique latine et au Québec » visait à mettre en valeur les liens de solidarité qui se sont tissés entre l'Amérique latine et le Québec pour la défense des droits au cours des quatre dernières décennies. Le CDHAL a poursuivi cette année les activités d'éducation et d'engagement du public, entamées en janvier 2016, qui se sont articulées autour de quatre périodes historiques : 1973-1989 (dictatures et répression dans le Cône Sud), 1979-1996 (conflits armés en Amérique centrale), 1990-2005 (expansion néolibérale et accords de libre-échange), et 2005 à aujourd'hui (néocolonialisme, extractivisme, violences et criminalisation des luttes sociales). Cette campagne a bénéficié du financement du Fonds pour l'éducation et l'engagement du public à la solidarité internationale (FEEPSI) de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI). De

nombreuses organisations partenaires se sont joints à la campagne à différentes étapes, notamment L'Entraide missionnaire, le Centre international de solidarité ouvrière (CISO), Développement et Paix, le Centre de recherche Société, Droit et Religions de l'Université de Sherbrooke (SoDRUS), le Groupe de recherche sur les espaces publics et les innovations politiques (GREPIP), le Réseau québécois d'intégration continentale (RQIC), le Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG), Connexion justice sociale, le Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC), Alternatives, le Comité chilien pour les droits humains de Montréal.

Engagement et éducation du public

Deux journées de discussion (conversations de café et panel public) ont été organisées au cours de l'été 2016 portant sur les deux dernières périodes historiques identifiées dans la campagne.

Conversation de café « Néocolonialisme, extractivisme, violence et criminalisation des luttes sociales », 12 août 2016
Photo de Gerardo Aiquel

Conversation de café sur l'expansion néolibérale et les accords de libre-échange, 16 juin 2016, Centre interculturel l'Auditoire de Radio Centre-Ville

Organisée en collaboration avec le RQIC, cette rencontre a permis de rassembler plus d'une quarantaine de personnes : personnes clés, acteurs et actrices sociaux du Québec et d'Amérique latine et de différentes générations qui ont partagé des savoirs et des expériences sur les luttes sociales qui ont eu lieu dans le contexte de l'expansion du modèle néolibéral et de mise en œuvre d'accords de libre-échange dans les Amériques. Ces discussions ont permis de reconstruire collectivement l'histoire de ces mobilisations sociales.

Panel public « Perspectives de résistances : les Amériques face aux accords de libre-échange », 16 juin 2016, Centre interculturel l'Auditoire de Radio Centre-Ville

Cet événement a rassemblé plus de 80 personnes. Les panélistes étaient Marcela Escibano, chargée de programme Amérique latine et Caraïbes d'Alternatives, Anne-Céline Guyon, porte-parole de la campagne *Coule pas chez nous* et porte-parole du mouvement *Stop oléoducs* et Line Larocque, vice-présidente de la Fédération Interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) et responsable des secteurs sociopolitique et de la condition féminine. L'animation a été assumée par Pierre-Yves Serinet, coordonnateur du RQIC.

Conversation de café « Néocolonialisme, extractivisme, violence et criminalisation des luttes sociales », en collaboration avec le MAB, 12 août 2016 lors du FSM

Cette rencontre, qui a réuni une cinquantaine de personnes de diverses origines, s'est inscrite dans le cadre des activités de l'espace « Les peuples et la planète avant le profit : sortir du libre-échange et de l'extractivisme pour démanteler le pouvoir des transnationales » du comité autogéré « Extractivisme, pouvoir des transnationales et accords de libre-échange ».

Collecte et compilation d'archives

Tout au long de la campagne, un travail de systématisation a été fait pour regrouper les archives (photos, affiches, articles de journaux, revues, etc.) autour des différentes périodes historiques identifiées. Ces archives ont été présentées au public à travers une exposition itinérante et une plateforme virtuelle qui permettent de partager et de mettre en valeur le savoir reconstruit collectivement, et de présenter l'évolution de la solidarité entre le Québec et l'Amérique latine à travers le temps.

Exposition itinérante « Portraits de solidarités : les Amériques en lutte »

Avec l'accompagnement de l'équipe de coordination de la campagne, deux stagiaires ont travaillé à la conception et au montage d'une exposition itinérante qui a été lancée

dans le cadre des activités du comité autogéré « solidarité internationale » du FSM. Cette exposition a également été présentée à l'UQAM à l'occasion de la commémoration de la disparition des étudiants d'Ayotzinapa les 26 et 27 septembre et des Journées québécoises de solidarité internationale (JQSI) en novembre 2016, en collaboration avec le CISO. Un travail de recherche a été réalisé à travers la revue Solidarité du CISO et des articles journaux sur le traitement médiatique des événements marquants des périodes de mobilisation sociale.

Plateforme virtuelle « 40 ans de luttes et de solidarités »

Les archives historiques recueillies tout au long de la campagne ont été numérisées au cours de

l'hiver 2017 et sont présentées sur une plateforme virtuelle conçue par l'équipe du CDHAL : 40ans.cdhal.org. La plateforme permet ainsi de rendre accessible ce matériel au public et à toute personne souhaitant s'informer ou faire des recherches sur la solidarité entre l'Amérique latine et le Québec. Nous avons lancé la plateforme lors de la célébration des 40 ans du CDHAL en décembre 2016 et nous continuerons à ajouter du matériel tout au long de l'année 2017.



Exposition « Portraits de solidarités : les Amériques en lutte », 26 et 27 septembre 2016

Célébration des 40 ans du CDHAL et clôture de la campagne

Pour célébrer les 40 ans d'existence du CDHAL et clore la campagne, une soirée a eu lieu le 10 décembre 2016 à l'occasion de la Journée internationale des droits humains et a réuni les sympathisant-e-s, membres, militant-e-s, collaborateurs et collaboratrices du CDHAL. Plusieurs personnes ayant participé tout au long de la campagne ont pris la parole afin de rendre hommage au travail du CDHAL depuis sa fondation, ainsi qu'à l'importance de poursuivre le travail de solidarité avec les luttes d'ici et d'ailleurs.

Des performances artistiques et des groupes de musique d'origine latino-américaine ont également contribué de façon solidaire à animer cette soirée. Cette célébration a aussi permis de présenter les outils d'éducation du public créés tout au long de la campagne comme la revue *Caminando* et la plateforme virtuelle. Plus de 150 personnes ont assisté à cet événement qui était également une soirée d'autofinancement, par la vente d'empanadas, confectionnées par l'équipe du CDHAL, de tamales, de chandails sérigraphiés par l'équipe du CDHAL et d'un tirage.



Célébration des 40 ans d'existence du
CDHAL, 10 décembre 2016
Photo de André Querry (bas)

Revue *Caminando*, vol. 31 – 40 ans en marche : défis et luttes pour les droits humains

Mise sur pied en 1980, *Caminando*, la revue d'éducation et d'engagement du CDHAL, est un outil de diffusion des luttes des mouvements sociaux et des groupes de base latino-américains donnant la voix à des militant-e-s, à des défenseur-e-s des droits humains et à des personnes engagées dans divers milieux. Elle présente des articles portant un regard critique sur les grands enjeux de la vie sociopolitique en Amérique latine et les luttes pour la défense des droits et l'autodétermination menées par des communautés latino-américaines et canadiennes.

L'édition 2016 de la revue *Caminando* s'intitule « 40 ans en marche : défis et luttes pour les droits humains » et porte sur la solidarité entre l'Amérique latine et le Québec à diverses périodes historiques depuis les coups d'État dans le Cône Sud jusqu'à l'époque actuelle. Les auteur-e-s de diverses origines ont livré des témoignages sur les luttes et la solidarité pour la défense des droits humains. La revue était une des plus volumineuses réalisées par le CDHAL jusqu'à présent avec ses 42 articles divisés en quatre sections représentant chacune une grande période de mobilisation sociale identifiée lors de la campagne.

La couverture a été réalisée par Anouk Nadeau-Farley à l'aide de matériel d'archives recueilli et compilé au cours de la campagne. Les illustrations sont des contributions d'artistes d'Amérique latine et du Québec. Une large équipe de collaboratrices et collaborateurs a été mobilisée pour réaliser la traduction et la révision des textes. Cette publication a été appuyée par la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) et l'Association étudiante des cycles supérieurs en sciences politiques de l'UQAM. L'impression a été réalisée par Katasoho.

Caminando a été lancée lors de la soirée de célébration des 40 ans du CDHAL qui a réuni de nombreuses personnes ayant collaboré tout au long du processus de conception de la revue.



Revue Caminando, vol. 31
Couverture par Anouk Nadeau-Farley

FORMATION SUR LA VISION CRITIQUE ET POPULAIRE DES DROITS HUMAINS

Bien que de façon limitée, nous avons poursuivi le travail pour développer une formation sur la vision critique et populaire des droits humains. Dans la continuité du travail réalisé au courant de l'année, différentes activités ont eu lieu afin de définir les objectifs et le contenu pédagogique de la formation. Des rencontres de discussion et réflexion ont lieu à quelques reprises au cours de l'année afin d'alimenter les différentes thématiques qui seront abordées ainsi qu'à l'élaboration des outils pédagogiques. Des échanges avec nos partenaires en Amérique latine ont permis de mieux comprendre leurs approches et leur vision des droits humains qui les inspirent comme mouvements à travers leurs luttes sociales. Ce qui a contribué à l'objectif de construire un dialogue participatif avec nos partenaires sur leurs expériences et savoirs-faire et de compter avec leur collaboration active dans la conception de cette formation. Nous avons recensé des publications et des archives élaborées par nos partenaires pour alimenter le contenu de cette formation.



En décembre 2016, six membres de l'équipe ont suivi une formation sur l'approche fondée sur les droits humains, donnée par Equitas – Centre international d'éducation aux droits humains, et l'AQOCI, avec la collaboration de la Concertation pour Haïti. Cette formation nous a permis de nous approprier des éléments de contenu et une méthodologie participative. Elle nous a également permis de mieux cerner l'approche institutionnelle des droits humains et la pertinence de développer une formation avec une approche critique et populaire. Finalement, des efforts de financement ont été réalisés cette année et se poursuivront au cours de la prochaine année.

Grâce à l'appui de la Société des Missions Étrangères, une membre du CDHAL a participé, du 22 août au 2 septembre 2016, à une formation à l'Institut interaméricain des droits humains à San José au Costa Rica. Cette formation avait pour thème « La justice accessible, efficace, réparatrice et différentielle : vers la pleine garantie des droits humains ». Elle a notamment abordé les standards internationaux en matière d'accès à la justice, la responsabilité internationale des États et la réparation des effets des violations des droits humains.

L'équipe du CDHAL à une formation sur les droits humains, décembre 2016

LA BALADODIFFUSION POUR L'ÉDUCATION AUX DROITS HUMAINS

Depuis février 2017, l'équipe du CDHAL a mis en place un processus de coformation et d'apprentissage de nouvelles compétences en communications consacré spécifiquement à la radio et à la baladodiffusion. Désirant diversifier nos formes de communications, ce projet vise à réaliser des reportages audio mettant de l'avant des perspectives féministes et engagées pour la justice sociale, ainsi que des bulletins radiophoniques mensuels sur différents enjeux liés à la défense des droits humains dans les Amériques. Ces outils de diffusion, qui s'inscrivent en continuité avec le travail de l'équipe des actions urgentes et de la campagne « Lutttes pour la défense des territoires : résistances et solidarités féministes face à l'extractivisme », permettront de hausser la visibilité des expériences, analyses et résistances de femmes affectées par le modèle énergétique et extractif, de femmes défenseuses des droits humains et de mouvements sociaux d'Amérique latine.

Une première capsule de baladodiffusion a été produite à l'occasion de la commémoration de l'assassinat de Berta Cáceres (COPINH, Honduras) le 2 mars 2017, en collaboration avec des étudiantes en travail social de l'UQAM. Cet outil de communication a été diffusé lors d'émissions de radios communautaires et

étudiantes, notamment à Radio Centre-Ville et CHOQ (UQAM), ainsi qu'à travers nos médias sociaux et notre site Internet. Le succès de cette première expérience nous a mené à intégrer la baladodiffusion comme outil de communication dans notre plan d'action et à aller chercher des appuis pour assurer sa permanence.

Deux membres de l'Association latino-américaine d'éducation radiophonique (*Asociación Latinoamericana de Educación Radiofónica* - ALER) en Colombie et en Argentine ont réalisé un stage avec le CDHAL d'avril à juin 2017, contribuant à un processus de formation pratique sur la radio et la baladodiffusion. Les rencontres hebdomadaires tenues avec les stagiaires et une dizaine de participantes de l'équipe du CDHAL ont visé à s'approprier des aspects techniques, tels que les différents formats radiophoniques, le langage radio et le processus d'édition pour la réalisation de balados et de chroniques. Ces dix formations ont permis de s'approprier les outils en vue de la diffusion mensuelle d'une version audio de notre bulletin Solidared, ainsi que la production de balados thématiques en complément à nos stratégies de diffusion des actions urgentes et des nouvelles de nos allié-e-s en Amérique latine.

SOLIDARITÉ EN ACTION

LES ACTIONS URGENTES

Le dossier des actions urgentes est un des piliers du travail du CDHAL, contribuant directement à la diffusion de nouvelles sur des processus de luttes sociales en Amérique latine et à la dénonciation de situations de violations des droits humains. Les actions urgentes ont comme objectif de mettre en lumière des cas de communautés d'Amérique latine dont le territoire, les droits humains, le droit à l'autodétermination et la dignité sont menacés par des activités de « développement » qui leur sont imposées, particulièrement par des entreprises étrangères, notamment canadiennes, d'exploitation minière, hydroélectrique, pétrolière, éolienne, forestière ou touristique, en complicité avec les gouvernements locaux.

Encore une fois cette année, l'équipe des actions urgentes a cherché à donner un suivi rigoureux aux actions en cours, mais également à alimenter et approfondir la compréhension et l'analyse des enjeux sociaux, politiques et environnementaux à travers nos contacts avec les mouvements sociaux latino-américains. Nous avons ainsi misé en 2016-2017 sur la consolidation de nos liens avec les communautés affectées par les projets extractifs et les organisations alliées en Amérique latine.

Plusieurs militant-e-s, dont sept stagiaires universitaires, ont appuyé le travail des actions urgentes en enrichissant le travail de l'équipe par leurs forces et connaissances (traduction, recherche,

rédaction de lettres et communiqués, échanges au sein de la communauté d'apprentissage). L'équipe des actions urgentes a été mobilisée toute l'année afin de traduire de nombreux documents et nouvelles des partenaires avec lesquels nous travaillons pour rendre ces informations accessibles pour le public québécois et canadien à travers notre bulletin mensuel Solidared, notre site Internet et notre page Facebook.

Récemment, l'équipe a également cherché à innover et à diversifier ses outils de communications en élaborant une version audio du bulletin Solidared grâce à une série de formations données à l'équipe par deux stagiaires de ALER. La première édition de ce bulletin, qui prend la forme d'une capsule de baladodiffusion, a été publiée à la fin mai. L'équipe des actions urgentes préparera et diffusera désormais un bulletin audio chaque mois, qui pourra être consulté à travers le bulletin Solidared diffusé par courriel, ainsi que sur l'espace radio du nouveau site Internet du CDHAL.

Mobilisations et plaidoyer

Cette année, l'équipe des actions urgentes a été particulièrement interpellée par la situation de défenseur-e-s des droits humains. Elle a notamment contribué à des actions urgentes en solidarité avec les communautés paysannes et Shuar affectées par la militarisation de leur territoire en Équateur,

avec des communautés mapuche au Chili en lutte contre l'implantation d'un projet hydroélectrique, et avec plusieurs défenseur-e-s des droits humains et groupes ayant subi des actes d'intimidation, de menaces et d'attaques ciblées (entre autres, le COPINH au Honduras, Bios Iguana au Mexique, CALAS en Guatemala, Rios Vivos et le Comité environnemental de défense de la vie de Tolima en Colombie).

À travers son suivi de l'actualité et son implication au sein de différents réseaux, le CDHAL a ainsi participé à plusieurs campagnes et efforts de pressions auprès d'autorités gouvernementales en rédigeant et/ou signant une quarantaine de lettres, pétitions et communiqués, et a pris part à diverses journées de mobilisation. En mars, le CDHAL a contribué aux actions internationales de solidarité avec le COPINH au Honduras et de commémoration de l'assassinat de la défenseure des droits humains Berta Cáceres, en organisant une vigile de solidarité et en rédigeant avec

MiningWatch Canada et Honduras Solidarity Network une déclaration signée par plus de 90 organisations à travers le monde.

Nous avons également dénoncé le coup d'État institutionnel au Brésil et participé à différentes campagnes et journées internationales de mobilisation, par exemple la Journée internationale d'action pour dénoncer l'impunité de Chevron-Texaco, la campagne pour dénoncer le projet de Loi sur la Sécurité intérieure au Mexique ou le Mois d'actions pancanadiennes pour la justice minière en mai.

Autrefois une campagne en soit du CDHAL, cette année, nous avons manifesté notre appui aux travailleuses de l'industrie des fleurs d'exportation en Colombie à travers la diffusion du communiqué de l'organisme colombien Corporación Cactus, partenaire du CDHAL, qui est à l'origine de la Journée internationale des travailleuses et travailleurs des fleurs, le 14 février. Nous avons également fait parvenir un message de solidarité aux travailleuses.



Vigile de commémoration de l'assassinat de Berta Cáceres, 2 mars 2017

Liste actions urgentes et communiqués

31 mai 2016 Menace de mort contre des membres de Rios Vivos Antioquia dans le cadre du Sommet agraire, paysan, ethnique et populaire. Appel avec Rios Vivos, lettre remise au consulat colombien, appels à la police locale, au maire et au représentant de la municipalité de Valdivia.

8 juin 2016 Solidarité avec les organisations sociales et les mouvements sociaux du Brésil suite au coup d'État institutionnel. Lettre rédigée par le CDHAL, signée par une trentaine d'organisations canadiennes et envoyée au gouvernement canadien, participation à la Manifestation pour la démocratie au Brésil, organisée par le Collectif Brésil-Montréal (septembre 2016), communiqué du CDHAL face au coup d'État (12 octobre 2016).

27 juin 2016 Manifestation en solidarité avec le peuple mexicain dans le cadre de la visite du Président mexicain Enrique Peña Nieto à Québec et communiqué de presse

11 juillet 2016 Menaces envers le collectif socio-environnemental jeunesse de Cajamarca et le Comité environnemental de défense de la vie à Tolima, Colombie, dans le cadre du projet minier La Colosa. Lettre du CDHAL envoyée aux autorités gouvernementales concernées.

7 septembre 2016 Lettre ouverte à la population canadienne, signée par 14 organisations dont le CDHAL, condamnant les actions entreprises par Chevron et exigeant justice.

29 septembre 2016 Communiqué en solidarité avec les femmes défenseuses et toutes celles

qui défendent l'eau, la terre, la vie et le territoire, signé par 84 organisations internationales, suite aux coups de feu tirés sur la maison d'Angelica Choc et aux nombreuses attaques contre des défenseuses de la vie (attaques à Maxima Acuña, assassinats de Nicinha (MAB) et de Berta Cáceres (COPINH), menaces contre Esperanza Salazar (Bios Iguana) et Lolita Chavez (Conseil K'iche', Guatemala):

20 octobre 2016 Lettre signée par environ 200 organisations et individus, incluant le CDHAL, envoyée au gouvernement hondurien exigeant qu'il respecte ses engagements internationaux en matière de droits humains, suite aux assassinats de leaders du *Movimiento Unificado Campesino del Agúan* (Mouvement unifié paysan de l'Agúan - MUCA) survenus le 18 octobre 2016 et aux attentats contre le coordonnateur et un membre du COPINH, le 9 octobre 2016.

11 novembre 2016 Publication et diffusion d'une lettre de solidarité avec le Mouvement des Sans Terre (MST) au Brésil suite à l'invasion policière de l'école nationale Florestan Fernandes du MST.

15 novembre 2016 Répression de la part du groupe Saesa et de RP Global (hydroélectrique) dans les communautés de Tranguil, Panguipulli au Chili. Action urgente envoyée à la compagnie Saesa, au Ontario Teachers' Federation, à RP Global, ainsi qu'aux autorités concernées.

24 novembre 2016 Communiqué de solidarité du CDHAL avec le peuple Sioux de Standing Rock pour sa résistance contre le projet d'oléoduc du Dakota Express.

10 décembre 2016 Journée internationale des droits humains. Communiqué du CDHAL et de l'Union Paysanne pour saluer deux initiatives du Conseil des droits humains des Nations Unies : la Déclaration sur les droits des paysans et paysannes et des autres personnes travaillant en zones rurales, et le projet d'un traité international juridiquement contraignant sur les sociétés transnationales et autres entreprises et les droits humains.

19 décembre 2016 Près de 50 organisations des Amériques et de l'Asie signent une lettre exigeant la cessation immédiate de la militarisation du territoire du peuple Shuar et de l'état d'urgence décrété dans la province de Morona Santiago, au sud-est de l'Amazonie équatorienne.

12 janvier 2017 Répression militaire envers des paysan-ne-s à Morona Santiago en Équateur, en lien avec le projet minier Panantza-San Carlos. Action urgente conjointe avec Femmes de diverses origines et l'Alliance internationale des femmes.

2 février 2017 Déclaration de solidarité avec les membres de Radio Centre-Ville du CDHAL, signée par près de 90 organisations, exprimant leur préoccupation face à l'avenir de Radio Centre-Ville et demandant au conseil d'administration de respecter les principes et les processus démocratiques, afin de s'assurer que la station reste indépendante, communautaire et multiculturelle.

22 février 2017 Le CDHAL et 280 organisations des cinq continents adressent un communiqué

au conseil d'administration de l'entreprise canado-australienne OceanaGold lui demandant de quitter le Salvador et de payer 8 millions au gouvernement salvadorien tel qu'exigé par le tribunal d'arbitrage investisseur-État en octobre 2016. Lettre adressée à Mick Wilkes, PDG d'OceanaGold, ainsi qu'au conseil d'administration et aux actionnaires.

2 mars 2017 Communiqué 1 an après l'assassinat de Berta Cáceres, signé par 64 organisations canadiennes et 29 organisations internationales.

14 mars 2017 Communiqué du CDHAL dans le cadre de la Journée internationale d'action contre les barrages et pour les rivières, l'eau et la vie afin d'unir nos voix à celles des personnes qui se mobilisent en défense des eaux et des territoires, et qui défendent leur autonomie et leurs droits, ainsi qu'à celles des communautés qui, dans leur résistance aux projets hydroélectriques imposés, ont construit des chemins vers la dignité et contre le dépouillement.

3 avril 2017 Actes d'intimidation à l'égard de Rafael Maldonado, directeur du Centro de Acción Legal, Ambiental y Social de Guatemala (CALAS). Action urgente adressée aux autorités guatémaltèques concernées.

17 mai 2017 Action urgente adressée aux autorités colombiennes suite aux agressions sexuelles commises à l'endroit de la porte-parole du Congrès des Peuples (Congreso de los Pueblos), Marylén Serna Salinas, sa famille et ses proches.

Communauté d'apprentissage

Dans la dernière année, avec le soutien de la Fondation Solstice, le CDHAL a pu consolider la communauté d'apprentissage animée par l'équipe des actions urgentes dans l'objectif de renforcer les capacités d'analyse, de réponse et d'action de l'équipe et des membres du CDHAL, ainsi que de collaborateur-trice-s. Des rencontres mensuelles de coformation ont été organisées depuis décembre 2016 afin d'approfondir notre analyse sur le contexte sociopolitique et la situation des défenseur-e-s des droits humains et environnementaux des pays où sont actifs les mouvements avec qui nous entretenons des liens étroits (en particulier le Honduras, le Mexique, le Brésil et la Colombie).

La communauté d'apprentissage a aussi tenu plusieurs rencontres consacrées à l'apprentissage de nouvelles compétences de communications, avec des formations pratiques sur la radio, la baladodiffusion, la réalisation d'entrevues vidéo et le montage vidéo. Les rencontres stratégiques qui ont eu lieu avec des défenseur-e-s des droits humains et environnementaux dans le cadre du projet d'éducation du public sur les luttes des femmes contre l'extractivisme sont également venues renforcer ce processus d'analyse et de convergence de nos actions d'appui et solidarité.

Ainsi, nous avons eu l'occasion au cours de plusieurs rencontres de formation d'échanger avec des partenaires d'Amérique latine en personne et à distance :

2 novembre 2016 Midi-causerie avec Nestora Salgado, en tournée au Canada du 26 octobre au 6 novembre, invitée par le Comité Québec-Ottawa avec Ayotzinapa, afin de discuter des stratégies de lutte et de solidarité à renforcer pour dénoncer la

violence structurelle et les violations systémiques des droits humains au Mexique.

2 décembre 2016 Formation sur la production de baladodiffusions et la réalisation d'entrevues animée par Rocío Barba, membre de l'équipe du CDHAL et animatrice de l'émission *Periferias* à Radio Centre-Ville, et par Sarah Múnera, vidéaste et collaboratrice du CDHAL.

17 février 2017 Formation sur la situation au Honduras, le rôle du Canada dans le pays et les actions de solidarité à envisager avec le journaliste hondurien Felix Molina.

18 avril 2017 Formation sur la communication comme outil de transformation sociale avec deux stagiaires d'organisations membres de ALER en Colombie et en Argentine.

25 avril 2017 Formation sur la situation au Mexique avec Adriana Pozos, doctorante en science politique à l'UQAM qui fait de la recherche sur la question des personnes disparues au Mexique, et Rosalinda Hidalgo, membre du Mouvement des personnes affectées par les barrages et en défense des rivières (MAPDER).

27 avril au 6 juin 2017 Formation sur la radio et baladodiffusion avec deux personnes de ALER de Colombie et d'Argentine afin de s'approprier des différents aspects techniques, tels que les différents formats radiophoniques, le langage radio et tout ce qui concerne le processus d'édition et de production audio pour la réalisation de baladodiffusions, entre autres.

Des efforts de financement ont également été faits pour pérenniser un poste de responsable des actions urgentes. Diverses réponses positives de



Formation sur la production de baladodiffusions, 2 décembre 2016

partenaires, notamment la Fondation Solstice, la Confédération des syndicats nationaux (CSN), l'Alliance de la fonction publique du Canada, le Syndicat canadien de la fonction publique et Interpares ont permis d'assurer un financement pour la continuité d'un poste pour assurer l'accompagnement et la coordination de l'équipe et des actions à entreprendre.

Appui aux luttes pour les droits des migrant-e-s et travailleurs et travailleuses temporaires

Cette année, nous avons continué de nous impliquer et d'appuyer les organisations avec lesquelles nous travaillons sur ce dossier en

participant à des rencontres et des activités organisées par ces groupes. Par exemple, nous avons appuyé le Centre des travailleurs et travailleuses migrant-e-s, notamment par la traduction et l'interprétation pour le cas de 13 travailleurs agricoles guatémaltèques détenus par les services frontaliers d'Immigration Canada alors qu'ils avaient été trompés par leur employeur et exploités dans des fermes québécoises. Nous avons participé à la prise de déclarations au centre de détention pour immigrant-e-s et à la conférence de presse. Une membre de l'équipe du CDHAL a assisté en appui à l'Audience à Immigration Canada, le 21 novembre 2016. Nous avons également signé plusieurs déclarations et lettres concernant les droits des migrant-e-s.

Les peuples et la planète avant le profit : comité autogéré « Extractivisme, accords de libre-échange et pouvoir des transnationales » du FSM 2016

À l'occasion du FSM, du 9 au 14 août 2016, l'équipe du CDHAL, avec divers groupes, notamment l'Entraide missionnaire, le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC) et le Centre international de solidarité ouvrière (CISO), a contribué à la mise sur pied d'un espace de convergence pour les mouvements sociaux, à travers le comité autogéré « Extractivisme, accords de libre-échange et pouvoir des transnationales ». Cet espace a réuni plusieurs groupes du Québec, du Canada et de l'international travaillant sur les enjeux liés à l'extractivisme, aux accords de libre-échange et au pouvoir des transnationales. Une programmation spécifique a été élaborée, incluant une diversité d'ateliers autogérés et un grand événement culturel « Les voix de résistance », produit par Couverture magiques, devant un public d'environ 500 personnes. Cet espace a également compris une série de réunions stratégiques avant, pendant et après le FSM et une assemblée de convergence, dans laquelle près de 300 participant-e-s ont pris part pour partager des actions en cours et des stratégies communes. La Place Pasteur, un espace extérieur partagé avec d'autres comités autogérés, dont Environnement, Agriculture/Alimentation et Décroissance, a également mis de l'avant des projections vidéos, des activités artistiques, des prestations théâtrales, un coin repas et des kiosques de sensibilisation. L'artiste Fanny Aisha a réalisé

une murale de Berta Cáceres, peinte sur huit portes, et une vigile en son honneur a été réalisée avec deux de ses filles, Laura et Bertha Zúniga Cáceres, invitées entre autres par le CDHAL. Plusieurs allié-e-s du CDHAL étaient présent-e-s lors du FSM, notamment des représentant-e-s du Mouvement des personnes affectées par les barrages (MAB) au Brésil, de l'Observatoire latino-américain des conflits environnementaux du Chili, de la Campagne mondiale pour démanteler le pouvoir des transnationales, de Acción ecológica d'Équateur, du COPINH au Honduras et de *Red Mesa de Mujeres* du Mexique.

Délégation d'Amérique centrale au Canada : les impacts des industries extractives canadiennes sur les droits humains en Amérique centrale

Une délégation de quatre défenseur-e-s des droits et de l'environnement est venue au Canada du 18 au 29 mars 2017, invitée par un regroupement d'organisations. La tournée visait à sensibiliser le public et les décideurs sur les impacts des projets extractifs canadiens dans trois pays (Salvador, Guatemala, Nicaragua) à travers les témoignages d'activistes menant des campagnes pour défendre leur territoire contre l'assaut des transnationales.

La délégation était composée de :

Bernardo Belloso (Salvador), président de l'Association pour le développement du Salvador (CRIPDES)

Yanira Cortez Estevez (Salvador), avocate spécialiste en droits humains et en environnement



Panel public « Ces terres sont à nous ! : les résistances en Amérique centrale », 22 mars 2017

Photo de Daniel Mallette

Javier Mejía (Nicaragua), économiste et coordonnateur du programme sur la gestion des ressources naturelles au Centre Humboldt, un ONG environnemental

Aleisar Arana Morales (Guatemala), leader du Parlement de la Nation autochtone Xinca au Guatemala

Grâce à l'appui de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la délégation était à Montréal les 21 et 22 mars 2017. En collaboration avec le CISO, une action publique « Pas de transition écologique sans justice! » a été réalisée devant le Palais des congrès de Montréal dans le cadre de la 3^e édition « Maillage environnement minier » du groupe MISA - Édition Americana 2017. Un panel public intitulé « Ces terres sont à nous ! : les résistances en Amérique centrale » a eu lieu afin de dénoncer la hausse des violations des droits humains par les entreprises canadiennes en Amérique centrale. Cet événement a été organisé à l'UQAM et a compté avec la participation d'environ 150 personnes. Une rencontre stratégique sur la protection des défenseur-e-s des droits humains et environnementaux a été réalisée également le 22 mars afin de réfléchir collectivement sur les

défis que représente actuellement le travail de protection des défenseur-e-s environnementaux et des droits humains, dans le contexte de la répression, la persécution et l'impunité que vivent les communautés en résistance pour la défense de leurs territoires et du droit à l'autodétermination. C'était également une occasion pour réfléchir sur le rôle des organismes de solidarité internationale et pour discuter de stratégies et d'actions pour continuer ce travail.

La venue de la délégation au Canada a été appuyée par l'Association pour le développement du Salvador-CRIPDES, l'Université de Western Ontario-Conférence internationale sur l'égalité, Maritimes-Guatemala Breaking The Silence Network, Common Frontiers, le Syndicat canadien de la fonction publique, l'Église unie du Canada, le CDHAL, le Fonds de justice sociale de l'Alliance de la fonction publique du Canada, United for Mining Justice, Amnesty International Canada, Mining Watch Canada, Réseau canadien sur la reddition de compte des entreprises (RCRCE), le Groupe d'orientation politique pour les Amériques et la CSN.

Midi-causerie avec Sergio Campusano, président de la communauté agricole Diaguita Huascoalinos du Chili

Cette rencontre a également été l'opportunité de présenter un livre sur les impacts des projets miniers canadiens sur les droits humains de sa communauté et sur les avancées de leur lutte contre l'implantation du projet minier Pascua Lama par l'entreprise canadienne Barrick Gold. Cet événement a été organisé le 5 avril 2017 à l'UQAM, en collaboration avec le Laboratoire interdisciplinaire d'études latino-américaines (LIELA) et la chercheuse Isabel Orellana de l'UQAM.

Séminaire international « Aliments, eau et énergie ne sont pas des marchandises » à Newark, États-Unis

Du 12 au 14 mars 2017, le CDHAL a participé au II^e Séminaire international « Aliments, eau et énergie ne sont pas des marchandises » à Newark aux États-Unis, organisé par le Mouvement des personnes affectées par les barrages (MAB) du Brésil et le Groupe de solidarité avec le MAB des États-Unis. Une trentaine d'organisations sociales, syndicales, environnementales, autochtones et de droits humains de 11 pays ont participé à la rencontre afin de réfléchir à la notion d'une transition énergétique juste et à la nécessité de la convergence des mouvements sociaux pour faire face aux crises politiques, sociales et environnementales actuelles. Cette rencontre a permis à l'équipe du CDHAL de développer de nouveaux liens avec des groupes des États-Unis et d'ailleurs travaillant sur la justice énergétique

et d'échanger sur les causes structurelles de l'échec du modèle capitaliste, la marchandisation de l'énergie et de la Nature, le capitalisme vert, les agissements des compagnies transnationales, et sur les alternatives à construire, ainsi que les luttes populaires contre les mégaprojets et pour la défense du territoire.

Formation avec le MAB au Brésil

À travers son travail d'accompagnement et de diffusion des luttes de partenaires en Amérique latine, le CDHAL a eu l'occasion de travailler avec le MAB sur le projet « Énergie, pour qui et pourquoi? » Après quelques années d'échanges avec le MAB et de recherche sur le concept de justice énergétique, le CDHAL lançait en mars 2017 un outil pédagogique en quatre langues sur ce thème.

Le MAB est l'un des plus importants réseaux œuvrant depuis la fin des années 1970 pour



Séminaire international « Aliments, eau et énergie ne sont pas des marchandises »

Photo de Robert Robinson

Outil pédagogique
« Énergie, pour qui et
pour quoi? »

la défense des droits humains des personnes affectées par les méga-barrages hydroélectriques au Brésil et joue un rôle clé dans la dénonciation du modèle énergétique en vigueur et la construction d'alternatives. Cet échange d'expériences et de connaissances a contribué à rapprocher nos deux organisations et a mené à ce que le CDHAL soit invité à participer à une formation organisée par le MAB au Brésil. Ainsi, une des membres du CDHAL s'est jointe à la 4^e cohorte du cours « Énergie et société dans le capitalisme contemporain », réalisé grâce à une collaboration entre le MAB et l'Instituto de Planejamento Urbano e Regional (IPPUR) de l'Universidade Federal do Rio de Janeiro. Ce cours universitaire, donné selon la méthode de pédagogie par alternance, a débuté en juillet 2016 dans la ville de Rio de Janeiro et prendra fin en 2018 après quatre rencontres de formation de 15 jours. À travers la participation d'une de ses membres à cette formation, l'équipe du CDHAL pourra avoir accès à ces réflexions qui permettent de développer de nouvelles connaissances et des compréhensions sur les enjeux énergétiques, plus spécifiquement, dans les Amériques et au Brésil, et sur les dimensions politiques, économiques, culturelles et environnementales associées à ces enjeux.

Cette expérience permettra à l'équipe de consolider son analyse des enjeux énergétiques, plus spécifiquement dans les Amériques et au Brésil et d'enrichir ses compétences et d'approfondir son analyse et ses réflexions sur leurs



dimensions politiques, économiques, culturelles et environnementales ces problématiques actuelles. La cinquantaine de participant-e-s à la formation proviennent d'organisations et de mouvements sociaux divers, en majorité de l'Amérique latine, cette expérience a également permis au CDHAL de renforcer ses liens avec divers d'autres groupes, entre autres avec lesquels il avait déjà une relation, dont le Mouvement Rios Vivos (Colombie), le Movimiento Mexicano de Afectados por las Presas y en Defensa de los Rios - MAPDER (Mexique), le COPINH et le Movimiento Amplio por la Dignidad y Justicia (Honduras).

Brigades civiles d'observation des droits humains au Chiapas (BriCOs)

Depuis 1995, le Centre de droits humains Fray Bartolomé de las Casas (Frayba), situé à San Cristóbal de las Casas, organise l'envoi d'observateurs et observatrices mexicain-e-s et étranger-ère-s dans des communautés rurales du Chiapas qui en font la demande. Les Brigades civiles d'observation (BriCOs) ont été mises sur pied en 1995 suite à la militarisation du territoire chiapanèque. Le CDHAL appuie le processus de formation pré-départ des observateurs et observatrices, la diffusion d'informations au Québec sur la situation des droits humains au Chiapas et la mobilisation dans des activités en solidarité avec les luttes menées au Sud. Un des objectifs après le séjour au Chiapas est de contribuer à la formation des futur-e-s observateurs et observatrices. Cette année, le CDHAL n'a pas donné de formation, mais a continué à diffuser le projet BriCOs. Deux observatrices formées par le CDHAL sont allées dans des communautés au Chiapas à l'automne 2016.

« La présence des observateurs et observatrices continuent d'être nécessaire au Chiapas. Elle donne un appui moral au mouvement zapatiste, dans un contexte où il y a des violations de droits partout et en tout temps au Mexique. »

– Marie-Éveline Touma, observatrice à l'automne 2016

Le CDHAL a également co-organisé, appuyé et participé à une grande diversité d'activités au cours de la dernière année. En voici un aperçu :

- Rassemblement devant le consulat du Honduras pour l'Action internationale « Justice pour Berta Cáceres » (15 juin 2016)
- Rencontre avec Sandra Morán à la Coop Touski, co-organisée par le PAQG, Todos por Guatemala, FDO (17 juin 2016)
- Participation à la Marche de solidarité avec Oaxaca pour dénoncer les crimes commis par le gouvernement mexicain et les événements violents contre des enseignant-e-s de Oaxaca (23 juin 2016)
- Manifestation à Québec dans le cadre de la venue du président mexicain Enrique Peña Nieto (27 juin 2016)
- Présentation de la situation en Colombie suite au documentaire « La Buena Vida » présenté par le Cinéma sous les étoiles (18 juillet 2016)



Manifestation à Québec dans le cadre de la venue du Président mexicain Enrique Peña Nieto, 27 juin 2016

- Présentation de la situation au Mexique suite au documentaire « Ayotzinapa : chronique d'un crime d'État » présenté par le Cinéma sous les étoiles (2 et 9 août 2016)
- Présentation suite à la projection du film « Mirar Morir: El Ejército en la Noche de Iguala » (10 août 2016)
- Organisation de la projection du documentaire « Olvídalos, y volverán por más » (22 septembre 2016)
- Commémoration « Ni pardon, ni oubli. À deux ans des événements d'Ayotzinapa » avec la présentation de l'exposition itinérante « Portraits de solidarités : les Amériques en lutte » et la projection du documentaire « Mirar morir: El Ejército en la Noche de Iguala » (26 et 27 septembre 2016)
- Participation à un rassemblement contre l'Accord économique et commercial global (AÉCG) devant le Ritz-Carlton à Montréal (21 octobre 2016)
- Veillée pour la paix et la réconciliation en Colombie (24 octobre 2016)
- Projection du documentaire « Corazón del cielo, corazón de la tierra » en collaboration avec le Comité UQAM-Amérique latine (25 octobre 2016)
- Projection et discussion du documentaire « La Leçon de L'Escargot » (21 novembre 2016)
- Présentation suite à la projection du film « Ayotzinapa : chronique d'un crime d'État » dans le cadre du projet « De la rue à votre écran », Maison du Père (1^{er} mars 2017)
- Projection et discussion du documentaire « La línea del aborto » en collaboration avec le Comité UQAM-Amérique latine (21 mars 2016)
- Projection du documentaire « L'éducation interdite » en collaboration avec le Comité UQAM-Amérique latine (4 avril 2017)
- Projection du documentaire « Hija de la Laguna » en collaboration avec le Comité UQAM-Amérique latine (20 avril 2017)
- Participation au rassemblement pour la Journée internationale des travailleurs et des travailleuses (1^{er} mai 2017)
- Rassemblement « Non aux mines au Lac Barrière Pas d'extraction minière sans consentement de la nation algonquine! » (4 mai 2017)
- Participation à la Journée de réflexion solidaire, organisée par L'Entraide missionnaire et plusieurs partenaires, visant à amorcer des discussions sur les perspectives de la solidarité internationale, de la justice sociale et de la paix (17 mai 2017)
- Action publique pour la justice minière : « Trudeau, passe de la parole aux actes! » dans le cadre du Mois d'actions pour la justice minière en mai 2017 présenté par les membres du Réseau canadien de reddition de comptes des entreprises (RCRCE) (24 mai 2017)



Action publique pour la justice minière, 24 mai 2017
Photo de Daniel Mallette

VIE ASSOCIATIVE

Cette année encore, des efforts ont été consacrés au maintien et au renforcement d'une saine vie associative et d'équipe. La qualité de la vie associative de l'organisme se traduit notamment par le sentiment d'appartenance des militant-e-s et membres par rapport à l'organisation, ainsi que par leur engagement au sein des actions et des projets de l'organisme. Les membres ont ainsi été invités en février 2017 à travailler collectivement le plan d'actions 2017-2018.



Planification annuelle, février 2017

Le renforcement du membership du CDHAL, la consolidation du CDHAL comme un lieu rassembleur et une plus grande participation de l'organisme et de ses membres au sein d'espaces de collaboration avec nos partenaires, entre autres, sont des objectifs à moyen et long terme sur lesquels l'équipe du CDHAL a travaillé cette année. Par ailleurs, nous avons poursuivi nos efforts afin de cheminer vers des rapports de travail, de gestion et de prise de décision plus horizontaux,

notamment par la tenue régulière de réunions d'équipe et l'amélioration des conditions de travail.

La célébration des 40 ans du CDHAL en décembre 2016 a réuni les membres, sympathisant-e-s et partenaires et a permis de mobiliser des personnes qui se sont impliquées au CDHAL à différents moments de son histoire. De plus, nous avons recruté une dizaine de nouveaux membres au cours de l'année, mais le recrutement demeure un défi important pour le CDHAL.

L'une des stratégies concrètes pour renforcer la vie associative a été l'organisation de formations internes destinées à l'ensemble des personnes qui s'intéressent aux enjeux sur lesquels travaille le CDHAL (équipe, membres et militant-e-s, membres du conseil d'administration, stagiaires et ancien-ne-s stagiaires, partenaires, sympathisant-e-s, etc.). Par exemple, nous avons tenu une formation sur la cybersécurité numérique les 26 et 29 mai 2017. Ces formations internes sont des espaces pour discuter, échanger et se co-former dans une ambiance conviviale.

La vie sociale du CDHAL a aussi été animée par la mise en place d'espaces conviviaux, servant à mieux se connaître et à renforcer la cohésion de l'équipe et les relations interpersonnelles. Nous avons ainsi organisé des pique-niques, une sortie à la cabane à sucre, des 5 à 7, etc. Les activités liées à l'autofinancement, c'est-à-dire des ateliers de création de sérigraphie et de cuisine collective, renforcent également la vie d'équipe.

TRAVAIL EN RÉSEAU

Pour le CDHAL, le travail en réseau est primordial. Nous sommes constamment en lien avec un grand nombre d'organisations en ce qui a trait à la planification et à la réalisation d'événements et d'actions qui rejoignent sa mission, notamment :

- des réseaux comme l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), le Groupe d'orientation politique pour les Amériques (GOPA), le Réseau canadien de reddition de comptes des entreprises (RCRCE), le Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE), la Campagne mondiale pour démanteler le pouvoir des multinationales et mettre fin à l'impunité, le Réseau québécois d'intégration continentale (RQIC);
- les partenaires mobilisés autour de projets d'éducation du public et le dossier des actions urgentes, notamment plusieurs groupes de femmes (Fédération des femmes du Québec, Femmes autochtones du Québec, Femmes de diverses origines), des syndicats (CSN, FTQ, Métallos), des organisations de solidarité internationale (Projet Accompagnement Solidarité Colombie, Projet Accompagnement Québec-Guatemala, L'Entraide missionnaire, Développement et Paix, Centre international de solidarité ouvrière);
- des groupes de recherche, chercheur-e-s et étudiant-e-s, notamment le Groupe de recherche sur les espaces publics et

innovations politiques (GREPIP), le Groupe de recherche sur les imaginaires politiques en Amérique latine (GRIPAL) de l'UQAM, le Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté (Centr'ERE) de l'UQAM, le Réseau d'études latino-américaines de Montréal (RELAM), le Certificat en coopération internationale de l'Université de Montréal (UdeM), le Comité UQAM Amérique latine, GRIP-UQAM, etc.

COMMUNICATIONS

Tout au long de l'année 2016-2017, nous avons poursuivi nos stratégies de communication pour diffuser les nouvelles et enjeux latino-américains, et nos campagnes et événements.

Site Internet

Nous avons lancé en mai 2017 un nouveau site Internet visant à mettre davantage de l'avant les nouvelles et communiqués diffusés par le CDHAL puisqu'il s'agit d'un de nos outils de communication principaux. Le nouveau site Internet permet également une meilleure connexion entre cette plateforme et les autres outils de communication, notamment les réseaux sociaux et les balados. Ainsi, il est maintenant possible de partager les nouvelles directement sur les réseaux sociaux, et le site Internet accorde une place importante aux nouveaux médiums comme les balados sur la page d'accueil.

www.cdhal.org

Médias sociaux

Tout au long de l'année, nous avons poursuivi notre stratégie sur les médias sociaux afin de mobiliser notre réseau et de rejoindre de nouveaux publics. Nous sommes passés de 3 820 abonné-e-s sur Facebook en juin 2016 à 4 490 en juin 2017. Facebook demeure un des principaux outils de communication utilisés par le CDHAL pour diffuser l'actualité d'Amérique latine, ainsi que pour mobiliser pour divers événements.

Le CDHAL dans les médias

À plusieurs reprises au cours de l'année, nous avons eu l'opportunité de parler et de donner des entrevues dans les médias indépendants et traditionnels sur l'actualité latino-américaine, les actions urgentes en cours et certains projets et événements organisés par le CDHAL.

En juin 2016, lors de la venue du président mexicain Enrique Peña Nieto à Québec, le CDHAL était parmi les manifestant-e-s dont la présence a attiré l'attention médiatique. De nombreux articles ont été publiés dans la presse écrite au niveau local, national et même international avec des articles publiés au Mexique. Le CDHAL a également donné des entrevues à divers médias, dont Radio Canada International, Radio Centre-Ville, Le Soleil et 98,5 FM.

Au cours de l'année, nous avons également rédigé des articles pour divers médias indépendants afin d'aborder les campagnes et événements en cours, dont des articles sur la campagne « 40 ans de luttes pour la défense des droits humains en Amérique latine et au Québec » dans les revues *L'autre parole* et *Relations*, un article sur le Séminaire international « Aliments, eau et énergie ne sont pas des marchandises » dans la revue *À Babord !*, ainsi qu'un article sur la délégation d'Amérique centrale dans la revue *Droits et libertés*.

www.cdhal.org/notre-travail/dans-les-medias/



Kiosque du CDHAL lors des Journées québécoises de solidarité internationale, 11 novembre 2016

Représentation

Afin de promouvoir ses campagnes, activités et publications, le CDHAL a tenu un kiosque de sensibilisation à trois événements publics pour l'année 2016-2017, dont le FSM (9 au 12 août 2016), les Journées québécoises de solidarité internationale (10 et 11 novembre 2016) et le Salon du livre anarchiste (27 et 28 mai 2017).

De plus, nous avons renforcé nos liens avec des professeur-e-s de cégep et d'université en donnant des conférences dans des cours à six reprises au cours de l'année. Cette présence offre

au CDHAL de nouveaux espaces d'échanges et de rencontres en milieu académique, rencontrant nos objectifs d'éducation du public.

Nous avons également été invités à présenter quatre documentaires par Cinéma sous les étoiles, et avons développé un partenariat avec le Comité UQAM-Amérique latine à travers la projection d'une série de documentaires liés aux thématiques que nous travaillons.

ÉTATS FINANCIERS

Résultats et actif net
pour l'exercice terminé le 31 mars 2017

	2017 (non audité)	2016
PRODUITS		
Subventions	124 256	118 904
Autres - dons	18 455	9 476
Communautés religieuses - dons	8 350	7 550
Autofinancement	3 479	5 524
Autres	770	1 550
Cotisations des membres	334	379
	155 644	143 383
CHARGES		
Salaires et charges sociales	118 291	105 645
Entente de services pour la gestion des salaires	10 088	14 892
Honoraires professionnels	9 062	7 702
Frais de déplacement et de représentation	5 323	3 924
Frais d'activités	5 502	3 399
Formation	1 500	-
Frais de bureau	1 218	1 254
Frais de cotisation	510	550
Assurances	435	427
Frais bancaires	337	244
Réunion, formation et délégation	690	230
Télécommunications	109	184
Autres frais	-	104
	153 065	138 555
Excédent des produits sur les charges	2 579	4 828
actif net début	8 055	3 227
actif net à la fin	10 634	8 055

Bilan
au 31 mars 2017

ACTIF

	2017 (non audité)	2016
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	32 522	20 019
Épargne à terme, 0,50 %, sans date d'échéance	7 592	6 260
Débiteurs	1 488	1 952
Subvention à recevoir	12 120	14 645
Frais payés d'avance	-	436
	53 722	43 312

PASSIF

PASSIF À COURT TERME

Emprunt bancaire	-	274
Créditeurs	17 402	13 027
Apports reportés	25 686	21 956
	43 088	35 257

ACTIF NET

NON AFFECTÉ

	10 634	8 055
	10 634	8 055
	53 722	43 312

ÉQUIPE 2016-2017

Actions urgentes

Amelia Orellana, Éva Mascolo-Fortin, Marie Bordeleau, Alexandra Parada, Justine Chénier, Diana Potes, Anne-Lise Pierre, Sandrine L'Homme

Communications

Roselyne Gagnon

Coordination

Marie-Eve Marleau

Éducation du public

Carla Christina Ayala Alcayaga, Rocío Barba

Stagiaires

Maeva Devoto, Emma Sandona, Ariane Dinkel, Sandra Lorena Rojas, William Salazar

Collaboratrice-teur-s

Constance Vaudrin, Sarah Múnera, Martha Lucia Gomez, Nadxieli Jareda, Alexandra Ferland, Priscylla Joca, Alessandra Devulsky, Gerardo Aiquel, Rodrigo Arancibia, Jazmin Verdugo, Marie Éveline Touma, Lucia Chavez Hernandez, Paulina Leyva, David Hoyos, Michel Poulin

Conseil d'administration

Présidente

Adriana Pozos

Trésorier

Pierre Lemay

Secrétaire

Yussef Kahwage

Administratrices

Thérèse Guay, Ximena Cuadra, Carolina Campos, Beatriz Muñoz

Un merci spécial également aux interprètes et traducteurs-trices solidaires : Antonio Artuso, Giulietta Dimambro, Peter Felds, Émilie Noël, Macarena Lara, Beatriz Gomez, Ophélie Danae, Genevieve Paul, Sophie Mailly, Paule Portugais, Louise Brownrigg, Paulina Leyva

PARTENAIRES

Nous tenons à remercier chaleureusement tous nos partenaires financiers et nos collaborateurs qui rendent nos actions possibles :

Alliance de la fonction publique du Canada

Alternatives

Association étudiante cycles supérieurs en sciences politiques de l'UQAM

Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)

Centrale des syndicats du Québec (CSQ)

Centre de recherche en imagerie populaire (CRIP) de l'UQAM

Centre de recherche Société, Droit et Religions de l'Université de Sherbrooke (SoDRUS)

Centre des travailleurs et travailleuses immigrantes

Centre international de solidarité ouvrière (CISO)

Certificat en coopération internationale de l'UdeM

Comité chilien pour les droits humains

Comité UQAM-Amérique latine

Communautaire

Confédération des syndicats nationaux (CSN)

Conférence religieuse canadienne (CRC)

Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN

Développement et Paix

Fédération autonome de l'enseignement (FAE)

Fédération des femmes du Québec (FFQ)

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)

Femmes autochtones du Québec (FAQ)

Femmes de diverses origines (FDO)

Fondation Solstice

Fonds de Claire Doran et Joe McInnis de la Fondation de l'Église Unie du Canada

Gouvernement du Canada - Programme Emploi été Canada

Greenpeace

Groupe d'orientation politique pour les Amériques

Groupe de recherche d'intérêt public (GRIP-UQAM)

Groupe de recherche sur les espaces publics et les innovations politiques

Interpares

Katasoho

L'Entraide missionnaire

Mexicain.e.s uni.e.s pour la régularisation

Ministère de l'Emploi et de la solidarité sociale - Programme Emploi Québec

Ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec

Projet Accompagnement Québec Guatemala (PAQG)

Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC)

Radio Centre-Ville

Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises (RCRCE)

Réseau d'études latino-américaines de Montréal

Réseau Koumbit

Réseau œcuménique Justice et Paix (RoJEP)

Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE)

Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC)

Syndicat canadien de la fonction publique

